

RAPPORT SPÉCIAL

MISSION FAO/PAM D'ÉVALUATION DES RÉCOLTES ET DES DISPONIBILITÉS ALIMENTAIRES AU TIMOR-LESTE

21 juin 2007

Faits saillants

- Selon les prévisions, la production de céréales, de manioc et d'autres tubercules (en équivalent céréales) s'élèverait en 2007 à 123 500 tonnes environ, niveau modeste qui s'explique par de mauvaises conditions météorologiques, en particulier sur la côte septentrionale, et par une invasion acridienne dans l'ouest. Une certaine incertitude règne du fait du manque de fiabilité des données, mais la production est estimée en repli de 25 à 30 pour cent par rapport au niveau moyen des quelques dernières années. La production de la campagne secondaire de 2007 dépendra de la fourniture aux agriculteurs d'un appui en temps voulu et de l'amélioration des conditions de végétation à partir d'octobre.
- La production de maïs, de loin la culture la plus importante du Timor-Leste, est estimée en baisse de 30 pour cent, passant à moins de 70 000 tonnes, contre 100 000 tonnes en moyenne ces quelques dernières années. Les principaux facteurs à l'origine de ce recul sont notamment l'arrivée tardive des pluies, la pluviosité inférieure à la normale et la diminution de la superficie sous maïs suite aux pénuries de semences.
- La partie occidentale du pays a connu une grave invasion acridienne en mars, qui a causé de vastes dégâts à environ 4 500 hectares de maïs et de riz, les pertes étant évaluées à 4 500 tonnes.
- Contrairement à ce qui s'est passé au cours d'autres années, le déficit de la production de maïs ne sera pas compensé par une augmentation de la production de riz, étant donné que cette culture a été touchée par les mêmes problèmes et que les résultats sont en recul de 20 pour cent.
- Pour préparer la deuxième campagne, en mai, et la campagne suivante, en octobre, les producteurs ont besoin de toute urgence de semences de riz et de maïs, car 1) la production a reculé, 2) les semences seront probablement consommées 3) les superficies ont déjà été réensemencées et 4) les semences sont de mauvaise qualité.
- Le déficit céréalier pour 2007/08 (avril/mars) est estimé à 86 364 tonnes. Les importations commerciales devraient s'élever à 71 000 tonnes, dont 16 000 tonnes achetées par le gouvernement pour la réserve stratégique, et il reste donc 15 000 tonnes à couvrir par des importations.
- La mission estime que quelque 210 000 à 220 000 personnes vulnérables dans les zones rurales auront besoin d'une aide alimentaire d'urgence pendant 6 mois, d'octobre 2007 à mars 2008, le volume de céréales nécessaire se montant à 15 000 tonnes. La Mission recommande de fournir en outre 3 800 tonnes de produits alimentaires autres que des céréales pour apporter les 2 100kcal par personne et par jour qui sont nécessaires et couvrir notamment les besoins en micronutriments.
- Il est nécessaire de suivre étroitement les indicateurs clés de la sécurité alimentaire, tels que la production agricole, les invasions acridiennes, la santé et la nutrition, les prix des denrées de base à l'intérieur des terres et dans les villes et le prix du carburant. Il sera peut-être aussi nécessaire de procéder à des ajustements en fonction des conditions climatiques qui règneront dans le futur et de leur incidence sur la production agricole.
- En février et mars 2007, le pays a connu une grave crise alimentaire, pendant laquelle les prix ont flambé et le riz a quasiment disparu des marchés. Cette crise a été provoquée par la situation défavorable de l'offre et de la demande et l'agitation sociale, mais aussi par une mauvaise coordination et une mauvaise gestion des facteurs qui influent sur la sécurité alimentaire. Elle montre bien la nécessité d'améliorer les politiques, les stratégies et les mécanismes d'exécution dans le domaine de la sécurité alimentaire.



ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE, ROME



PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL, ROME

1. VUE D'ENSEMBLE

Une Mission FAO/PAM d'évaluation des récoltes et des disponibilités alimentaires s'est rendue au Timor-Leste du 17 mars au 8 avril 2007 pour passer en revue et analyser la situation de l'offre et de la demande de denrées alimentaires dans le contexte de la situation macroéconomique du pays, et d'établir des prévisions quant aux importations nécessaires compte tenu des besoins de nourriture potentiels pour la campagne commerciale 2007/08 (avril/mars), en s'intéressant tout particulièrement aux besoins des groupes les plus vulnérables. L'équipe a aussi procédé à une analyse générale de la politique du pays en matière de sécurité alimentaire, étant donné que la crise du riz venait tout juste de survenir; cela a permis de tirer des enseignements sur ce qu'il ne faut pas faire si la situation se reproduit dans le futur. L'accent a été mis sur la création d'un cadre institutionnel approprié pour appliquer des mesures cohérentes en matière de sécurité alimentaire ainsi que pour le développement durable à long terme, notamment par le biais de la remise en état du secteur de l'agriculture.

La Mission a effectué des enquêtes sur le terrain dans plusieurs districts (Manatuto, Lautem, Baucau, Oecussi, Bobonaro et Ermera), tandis que le PAM s'est rendu dans les districts de Viqueque, Liquiça, et Manufahi. La situation des autres districts a été évaluée par le biais d'entretiens avec des agents des ministères, des négociants et d'autres sources. Une enquête spécifique a été menée pour évaluer l'ampleur de l'invasion acridienne dans les districts de Bobonaro et Ermera et le risque de propagation à d'autres districts, étant donné que la formation d'essaims migrateurs a commencé. Une évaluation de l'incidence de l'infestation sur les cultures, notamment de maïs et de riz, dans ces deux districts -qui figurent parmi les rares districts considérés comme excédentaires - a été effectuée, et un plan d'action d'urgence a été établi pour freiner la propagation des acridiens. Les dommages aux récoltes sont estimés pour l'instant à 500 tonnes de riz et 4 000 tonnes de maïs.

La Mission a été organisée de manière à se tenir à l'époque de la récolte, qui commence habituellement en mars et bat son plein en avril. En raison de l'arrivée tardive des pluies et de la sécheresse qui a régné au stade de la floraison, la Mission a constaté que les récoltes étaient réduites et que la superficie consacrée au riz avait diminué.

La majorité des ménages ruraux pratiquent l'agriculture de subsistance, et intercalent le maïs et le manioc et d'autres tubercules ou légumineuses, souvent de manière éparpillée. Ainsi, le passage à un système agricole basé sur le marché se révélera probablement difficile au cours des années à venir, les problèmes étant encore accentués par l'isolement des zones éloignées, la nette insuffisance des services de vulgarisation offerts aux producteurs et l'accès limité aux services du secteur privé. En outre, les investissements dans les cultures de montagne sont rares. L'aide à la remise en état des ouvrages d'irrigation souffre actuellement d'un manque de planification, faiblesse illustrée par les ressources limitées prévues pour l'entretien qui sont souvent signalées. Par ailleurs, la remise en état ne s'appuie pas assez sur la participation communautaire, ce qui risque de renforcer, ou au mieux de ne pas changer, les comportements passifs hérités des ères coloniale et indonésienne. Les mauvaises pratiques après la récolte, en particulier s'agissant du riz, constituent un obstacle majeur à l'amélioration de la compétitivité de la production agricole intérieure. Cette situation limite les achats locaux d'aide alimentaire et la constitution de réserves alimentaires à partir des disponibilités nationales, qui sont pour l'instant négligeables. Dans le cas du riz, un séchage insuffisant fait que de nombreux grains se brisent au moment du broyage, défaut qui est souvent signalé par les consommateurs et les négociants. Cela s'explique en partie par le manque de main-d'oeuvre et d'installations de battage et de séchage adéquates. Une autre faiblesse majeure des activités après récolte concerne le manque d'installations de stockage adéquates et de savoir-faire, ce qui entraîne de lourdes pertes de céréales. Il convient de prendre des mesures efficaces pour promouvoir le développement de l'agriculture nationale, de manière à se rapprocher de l'auto-suffisance en denrées de base et autres produits alimentaires et d'améliorer ainsi la sécurité alimentaire.

Les riziculteurs sont souvent plus spécialisés dans cette culture, ce qui peut affaiblir leur sécurité alimentaire au point qu'ils ne peuvent pas se rabattre sur d'autres cultures pour survivre en cas de déficit de riz. Les précipitations et leur répartition dans le temps sont un important facteur qui limite les rendements et la production. En gros, ce petit pays est très fragmenté en ce qui concerne le terrain et la pluviosité; une récolte peut parfois être abondante à un endroit et accuser une forte diminution à un autre endroit pas très éloigné. Il est donc compliqué d'évaluer la production globale, sans oublier que les données sur la production agricole ne sont pas fiables. Dans le sud du pays, une deuxième récolte de riz et de maïs est possible, ce qui n'est pas le cas dans le nord, sauf dans les zones irriguées.

Dans l'ensemble, les résultats de l'agriculture en 2007 ont été médiocres. Selon les prévisions, la production totale de maïs, de riz et de manioc (en équivalent céréales) atteindrait 123 469 tonnes, soit un recul de 25 à 30 pour cent par rapport à la moyenne des quelques dernières années, en raison de l'arrivée tardive des pluies, de la pénurie de semences de maïs et d'autres intrants et des précipitations en général insuffisantes et irrégulières. Il est donc urgent de fournir une aide pour distribuer des semences, en particulier de maïs. La sécheresse a régné au début de la campagne, ce qui a compromis les cultures de maïs. Les agriculteurs n'ont pas procédé aux semis de riz tant que les disponibilités d'eau n'étaient pas adéquates, mais ils ont aussi réduit la superficie plantée.

La production de manioc de 2007 devrait accuser un léger recul par rapport au niveau moyen, d'où une hausse des prix de ce tubercule, la demande effective portant désormais sur les tubercules car le riz est trop cher.

Du fait du recul global de la production, les besoins d'importations céréalières pour la campagne commerciale 2007/08 sont estimés à 86 364 tonnes. En ce qui concerne l'aide alimentaire du PAM, les besoins projetés en riz s'élèvent au total à quelque 15 000 tonnes, tandis que le gouvernement devrait importer 16 000 tonnes pour constituer des réserves stratégiques et vendre à des prix subventionnés, volume qui sera acheté à des négociants privés ou dans le cadre d'accords entre gouvernements. Le reste du riz à importer, à savoir quelque 49 000 tonnes, devrait l'être par des importateurs commerciaux privés. En raison de problèmes de méthodologie, la contribution des haricots, des bananes et d'autres produits n'est pas prise en compte dans le calcul du bilan alimentaire national. Ces produits jouent souvent un rôle important dans la nutrition, du point de vue tant des quantités (apport calorique) que de la qualité (source importante d'éléments nutritifs dans le régime alimentaire). Cela ne devrait cependant pas changer grand-chose au sombre tableau de la sécurité alimentaire du pays pour l'année à venir.

La sécurité alimentaire au Timor-Leste est un élément clé de la sécurité nationale plus générale, étant donné que seulement 36 pour cent des ménages sont jugés en situation de sécurité alimentaire et que la malnutrition chronique globale touche 47 pour cent de la population dans tout le pays. La sécurité alimentaire des ménages est très hétérogène dans les districts, même si l'insécurité alimentaire est en général plus marquée dans les zones montagneuses rurales, où les agriculteurs de subsistance ne sont pas en mesure de se livrer à d'autres activités. L'insécurité alimentaire est liée de près à la période de soudure, étant donné que les stocks des ménages vulnérables s'épuisent alors particulièrement rapidement. Il est bon de noter que cet amenuisement des stocks, qui vient s'ajouter à la contraction de la production, survient après deux années de mauvaises récoltes. Associés aux carences de la politique en matière de sécurité alimentaire, ces facteurs contribuent à expliquer pourquoi les réserves étaient très faibles au début de la récente crise du riz, et pourquoi les perturbations causées ont été si profondes.

La sécurité alimentaire continue aussi d'être entravée par 1) l'accès limité aux marchés, les villages se situant en moyenne à une trentaine de kilomètres du marché le plus proche, 2) l'absence de demande effective de la part des agriculteurs de subsistance dans les zones rurales et des citoyens démunis, en particulier à Dili, 3) des pertes après récolte extrêmement élevées, 4) le manque de capacités de stockage sûres quant aux exploitations, ainsi que 5) l'absence de politiques visant à promouvoir la production intérieure face à la forte concurrence internationale, en particulier s'agissant du riz.

L'analyse de la vulnérabilité indique que le nombre total de personnes qui ont besoin d'une aide alimentaire dans les districts prioritaires va de 210 000 à 220 000 dans tout le pays. Il convient de noter que si la plupart des PDI reçoivent une aide alimentaire, seul un petit pourcentage d'agriculteurs de subsistance en bénéficient. En outre, les ménages à l'intérieur des terres accueillent souvent des PDI en provenance des villes, essentiellement Dili, situation qui grève encore davantage leurs ressources déjà mises à dure épreuve. Un meilleur ciblage des personnes nécessiteuses et l'allocation d'une aide alimentaire correspondante pourrait contribuer à apaiser les tensions suscitées par ce qui est souvent perçu comme injuste par certains groupes de population.

L'alimentation scolaire (désormais appelée vivres pour l'éducation) constitue un outil efficace pour mettre en place la sécurité alimentaire, car elle présente de nombreux avantages: 1) les problèmes de sous-alimentation et de malnutrition infantiles sont directement traités, avec tous les avantages qui en découlent après la croissance, 2) elle encourage la fréquentation des écoles, et est donc propice au développement durable et 3) elle soulage les parents, qui ne doivent pas consacrer de temps à la préparation des repas, tout en assurant aux enfants des quantités suffisantes de nourriture. Des programmes de santé maternelle et infantile (SMI) sont aussi nécessaires pour protéger les femmes enceintes et les enfants contre la dégradation de la situation nutritionnelle.

Le présent rapport a été établi par MM. Thierry Aube, Fabrizio Cesaretti et Filippo Fossi (FAO); et Mme Yvonne Forsen (WFP), sous la responsabilité du Secrétariat de la FAO à partir d'informations provenant de sources officielles et officieuses. La situation pouvant évoluer rapidement, prière de s'adresser aux soussignés pour un complément d'informations, le cas échéant.

*Henri Josserand
Chef, SMIAR, FAO
Télécopie: 0039-06-5705-4495
Mél: giewes1@fao.org*

*Anthony Banbury
Directeur régional, ODB PAM
Télécopie: 0066-2-2881046
Mél: anthony.banbury@wfp.org*

Veillez noter qu'il est possible d'obtenir le présent Rapport spécial sur le site Internet de la FAO (www.fao.org) à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/giewes/>

Il est également possible de recevoir automatiquement, par messagerie électronique, les Alertes spéciales et les Rapports spéciaux, dès leur publication, en souscrivant à la liste de distribution du SMIAR. À cette fin, veuillez envoyer un message électronique à l'adresse suivante: mailserv@mailserv.fao.org sans rien écrire dans la ligne "sujet" et en indiquant le message suivant:

subscribe SMIARAlertes-L

Pour être rayé de la liste, envoyer le message:

unsubscribe SMIARAlertes-L